

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2002 et 2001 (en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

### 1. Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR »).

Les PCGR exigent de la direction qu'elle fasse des estimations et énonce des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

#### Principes de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Société et de toutes les filiales sur une base consolidée, après élimination des opérations et des soldes intersociétés.

Avec prise d'effet le 20 avril 2001, la Société a acquis la totalité des actions ordinaires en circulation de la Corporation Financière Mackenzie (« Mackenzie »). L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les états financiers consolidés comprennent l'actif et le passif de Mackenzie aux 31 décembre 2002 et 2001 et ses résultats d'exploitation à compter de la date d'acquisition.

La méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation est utilisée pour comptabiliser le placement de la Société dans Great-West Lifeco Inc., une société affiliée. Les deux sociétés sont contrôlées par Corporation Financière Power. Les placements dans des coentreprises sous contrôle conjoint ont été proportionnellement consolidés.

#### Constatation des produits

Les honoraires de gestion et certains honoraires d'administration sont fondés sur la valeur liquidative des actifs des fonds communs de placement gérés et sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice au moment où le service est fourni.

#### Conversion des devises

La Société utilise la méthode du taux courant pour la conversion de son investissement net dans des établissements étrangers autonomes. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan et tous les éléments des produits et des charges sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice. Tout gain ou toute perte de change résultant de la conversion est inscrit aux capitaux propres à titre de gain ou perte de change. Lorsqu'un établissement étranger autonome est vendu, les gains ou les pertes de change en résultant, auparavant inscrits dans les capitaux propres, sont constatés à titre de gain ou perte à la cession du placement.

#### Titres

Les titres de placement comprennent les titres de créance et les titres participatifs détenus comme placement à long terme. Les obligations et les débetures sont comptabilisées au coût non amorti plus les intérêts courus. Les escomptes et les primes à l'achat d'obligations et de débetures sont amortis sur la durée de vie restante du titre. Les actions ordinaires et privilégiées ainsi que tous les autres titres sont comptabilisés au coût d'origine plus les dividendes déclarés. La valeur comptable d'un titre est ramenée à sa juste valeur lorsqu'une perte de valeur autre que temporaire du titre en cause est déterminée. Les titres négociables liés aux activités de dérivés de la Société sont constatés à la juste valeur.

#### Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût non amorti plus les intérêts courus, moins une provision pour pertes sur créances. Les intérêts créditeurs sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice pour tous les prêts autres que les prêts douteux.

Un prêt est placé dans la catégorie des prêts douteux lorsque, de l'avis de la direction, il est à peu près certain qu'il sera impossible de recouvrer en totalité le capital et les intérêts aux dates prévues. Un prêt est également placé dans cette catégorie lorsque les intérêts ou le capital sont en souffrance depuis 90 jours aux termes du contrat sous-jacent, sauf dans les cas où la direction juge que l'on ne peut douter du recouvrement du capital et des intérêts. Une fois que le prêt est placé dans la catégorie des prêts douteux, les intérêts courus et impayés sont contre-passés et imputés aux intérêts créditeurs pendant la période en cours. Par la suite, les intérêts créditeurs sont constatés selon la méthode de la comptabilité de caisse.

La Société maintient une provision pour pertes sur créances qui est considérée comme suffisante par la direction pour absorber toutes les pertes sur créances découlant de son portefeuille. Des provisions spécifiques sont constituées à la suite d'examen de certains prêts. Un autre type de provision a été établi, la provision générale désignée, qui vise certains secteurs plutôt que des prêts individuels. Cette provision est constituée lorsque la Société juge, à la suite d'une évaluation prudente, que des pertes sont susceptibles de survenir, mais qu'il n'est pas possible de déterminer à l'avance quels prêts pourraient être touchés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2002 et 2001 (en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

### 1. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

#### Titrisation

La Société titrise périodiquement des prêts hypothécaires et personnels au moyen de ventes à des émetteurs d'effets de commerce qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments de garantie à l'égard des pertes sur créances liées aux prêts cédés. La Société titrise également des prêts hypothécaires garantis par la NHA au moyen de l'émission de titres adossés à des créances hypothécaires. Le 1<sup>er</sup> juillet 2001, la Société a adopté les recommandations de la note d'orientation 12 concernant la comptabilité (la « NOC-12 ») de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») intitulée « Cessions de créances » pour les cessions de prêts ayant lieu après le 30 juin 2001.

En vertu de la NOC-12, les cessions de prêts sont constatées comme des ventes pourvu que le contrôle des prêts ait été cédé et qu'une contrepartie autre que les droits de bénéficiaire liés aux prêts cédés ait été reçue en échange. Les prêts sont retirés du bilan consolidé et un gain ou une perte est immédiatement constaté dans les résultats en fonction de la valeur comptable des prêts cédés. La valeur comptable est répartie entre les actifs vendus et les droits conservés compte tenu de leurs justes valeurs relatives à la date de cession. Pour obtenir la juste valeur des droits conservés de la Société, les cours du marché sont utilisés s'ils sont disponibles. Cependant, les cours ne sont généralement pas disponibles pour les droits conservés. La Société évalue donc la juste valeur en fonction de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs prévus selon les meilleures estimations de la direction quant aux hypothèses clés, comme les taux de remboursement anticipé, l'écart de l'excédent, les pertes sur crédit prévues et les taux d'actualisation compte tenu des risques connexes. La Société continue de gérer les prêts vendus. Par conséquent, un passif de gestion est constaté et amorti sur la durée prévue des prêts cédés à titre d'honoraires de gestion.

Les cessions de prêts qui ont eu lieu ou ont fait l'objet d'un engagement avant le 1<sup>er</sup> juillet 2001 sont comptabilisées comme des ventes lorsque les risques et les avantages importants inhérents à la propriété ont été cédés et que la mesure de la contrepartie tirée de la vente est raisonnablement assurée. Les gains tirés de ces opérations sont reportés et constatés sur la durée de la structure à mesure qu'ils sont réalisés. Si la Société offre une garantie sur cette opération, tout gain sera reporté jusqu'à ce que le montant en espèces ait été perçu et qu'il n'y ait plus d'autre garantie. Les honoraires reçus par la Société pour la gestion des prêts titrisés sont constatés à mesure que les services sont fournis.

Pour toutes les cessions de prêts, les gains et les pertes à la vente et les revenus tirés des honoraires de gestion sont inscrits au poste « Revenu de placement net et autres revenus » aux états consolidés des résultats. Les droits conservés dans les prêts titrisés sont constatés au titre des autres actifs et le passif de gestion est inscrit dans les autres passifs au bilan consolidé.

#### Commissions de vente reportées

Les commissions versées à la vente de certains produits relatifs à des fonds communs de placement sont reportées et amorties à même le revenu tiré des honoraires s'y rapportant sur une période maximale de sept ans. Avant le 1<sup>er</sup> avril 2001, la période maximale pour l'amortissement était de trois ans. La Société a modifié la période d'amortissement de ces dépenses afin de refléter une estimation plus exacte de leur durée de vie utile. Cette estimation est également conforme à celle utilisée par Mackenzie. La modification de l'estimation comptable a été appliquée prospectivement et a entraîné une diminution de 32 306 \$ (soit 19 829 \$ après impôts) des commissions pour 2002. Les commissions versées à la vente de dépôts sont reportées et amorties sur la durée des dépôts; cependant, la période d'amortissement ne peut excéder cinq ans.

#### Locaux

Les locaux, lesquels sont inclus dans le poste Autres actifs, sont constatés au coût, soit 210 757 \$ (203 583 \$ en 2001), moins l'amortissement cumulé de 118 094 \$ (94 522 \$ en 2001). Les biens amortissables ainsi que le matériel et le mobilier correspondants sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie estimative.

#### Écart d'acquisition et actifs incorporels

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2002, la Société a adopté les recommandations du chapitre 3062 du Manuel de l'ICCA, intitulé « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ». En vertu de cette norme, les écarts d'acquisition et les actifs incorporels ayant une durée de vie indéterminée ne seront plus amortis, mais devront faire l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par année, et ils devront être réduits s'il y a perte de valeur. Auparavant, la Société amortissait l'écart d'acquisition selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une durée de 30 ans. L'écart d'acquisition et les actifs incorporels liés à l'acquisition de Mackenzie ont été établis au cours du deuxième trimestre de 2002 une fois terminée l'évaluation complète de la juste valeur des actifs acquis ainsi que des passifs pris en charge.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2002 et 2001 (en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

### 1. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

#### Écart d'acquisition et actifs incorporels (suite)

La Société a terminé son test de dépréciation annuel à l'égard du solde de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels ayant une durée de vie indéterminée et a déterminé qu'aucune moins-value n'était survenue.

Cette modification de convention comptable a été appliquée de manière prospective et s'est traduite par une diminution de 108 136 \$ (108 090 \$ après impôts) de l'amortissement de l'écart d'acquisition pour 2002. De plus, l'adoption de la nouvelle norme a entraîné une augmentation de 4 981 \$ du revenu de placement net puisque l'écart d'acquisition lié à la participation de la Société dans Great-West Lifeco, Inc., laquelle est comptabilisée à la valeur de consolidation, n'a pas été amorti au cours de 2002.

Le tableau ci-dessous présente les données comparatives du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, du résultat par action et du résultat dilué par action pour les exercices terminés les 31 décembre 2002 et 2001 de manière conforme à la présentation en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

	2002	2001
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires présenté	491 059 \$	259 695 \$
Rajouter :		
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite des impôts <sup>(1)</sup>	–	76 950
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction de l'écart d'acquisition	491 059 \$	336 645 \$
Bénéfice de base par action (en dollars)		
– Présenté	1,864 \$	1,051 \$
– Ajusté en fonction de l'écart d'acquisition	1,864 \$	1,362 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars)		
– Présenté	1,854 \$	1,047 \$
– Ajusté en fonction de l'écart d'acquisition	1,854 \$	1,358 \$

<sup>(1)</sup> Comprend l'amortissement de l'écart d'acquisition lié au placement dans une société affiliée enregistré au poste Revenu de placement net et autres revenus.

#### Régimes de retraite et autres avantages complémentaires de retraite

La Société offre un régime de retraite à prestations déterminées à presque tous ses employés admissibles. Le régime prévoit le versement de prestations de retraite basées sur le nombre d'années de service et le salaire moyen de fin de carrière des bénéficiaires. L'obligation au titre des prestations est déterminée de manière actuarielle et constituée selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. La charge ou le revenu de retraite est composé du total du coût, calculé de manière actuarielle, des prestations de retraite gagnées relativement aux services de l'exercice, des intérêts théoriques sur l'excédent ou l'insuffisance de la capitalisation du régime, et de l'amortissement des gains ou des pertes actuariels sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés. L'actif du régime est évalué à la juste valeur aux fins du calcul du taux de rendement à long terme prévu.

La Société possède également un régime de retraite supplémentaire sans capitalisation à l'intention de certains cadres. La charge de retraite relative aux services rendus est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel les services sont fournis.

La Société offre également certains avantages complémentaires de soins de santé et d'assurance-vie aux employés retraités admissibles. Le coût des avantages est établi de façon actuarielle et est comptabilisé selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Le coût actuel des avantages complémentaires de soins de santé et d'assurance-vie est porté en diminution du bénéfice au cours de la période dans laquelle les services sont rendus.

#### Impôts sur les bénéfices

La Société suit la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices selon laquelle les actifs et les passifs d'impôts futurs reflètent les incidences fiscales futures prévues des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont établis en fonction des taux d'imposition prescrits par la loi ou pratiquement en vigueur qui devraient s'appliquer à la date de réalisation prévue des éléments sous-jacents de produits et de charges.

#### Bénéfice par action

Le bénéfice de base par action est déterminé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le bénéfice dilué par action est déterminé de la même façon que le bénéfice de base par action sauf que le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation inclut l'incidence dilutive potentielle des options sur actions en cours octroyées par la Société, comme il est déterminé par la méthode du rachat d'actions.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2002 et 2001 (en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

### 1. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

#### Rémunération à base d'actions

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2002, la Société a adopté les recommandations du chapitre 3870 du Manuel de l'ICCA, intitulé « Rémunérations et autres paiements à base d'actions ». Tous les paiements à base d'actions faits à des non-salariés sont comptabilisés selon une méthode de comptabilisation fondée sur la juste valeur. La méthode de comptabilisation fondée sur la juste valeur n'est pas utilisée pour la rémunération à base d'actions à l'intention des salariés (voir la note 15).

#### Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par la Société pour gérer l'exposition aux taux d'intérêt et aux marchés des actions ainsi qu'à des fins de négociation afin de répondre aux besoins des clients de la Société. La Société n'a pas comme politique d'utiliser des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

La Société documente formellement les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que les objectifs de gestion des risques et la stratégie sous-jacente des diverses opérations de couverture. Ce processus inclut le rapprochement de tous les dérivés à des actifs et des passifs précis au bilan consolidé ou à des actifs gérés. La Société évalue également officiellement, au moment de la création de la couverture et sur une base continue par la suite, le degré d'efficacité des dérivés utilisés dans les opérations de couverture à contrebalancer les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

La Société conclut des swaps de taux afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt sur sa dette à long terme et sur ses services liés aux prêts hypothécaires. Les swaps nécessitent l'échange périodique de versements sans le versement du capital sur lequel les versements sont fondés. La Société désigne ses swaps de taux comme couverture des actifs et des passifs sous-jacents. Les intérêts créditeurs et les intérêts débiteurs sont ajustés afin d'inclure les montants versés ou reçus en vertu des swaps de taux.

La Société conclut des swaps sur rendement d'actions afin de contrebalancer les variations touchant les revenus tirés des honoraires gagnés sur ses actifs de fonds communs de placement gérés. Les swaps nécessitent l'échange périodique de versements sans le versement du capital sur lequel les versements sont fondés. La Société désigne ses swaps sur rendement d'actions comme couverture des flux de liquidités prévus. Les revenus tirés de frais de gestion sont ajustés afin d'inclure les montants versés ou reçus en vertu des swaps sur rendement d'actions.

La Société gère également son exposition au risque des marchés sur ses titres en concluant des contrats de vente à terme ainsi qu'en achetant une option de vente et en vendant une option d'achat simultanément pour le même titre. La Société désigne ces contrats à titre de couverture des titres précisés. Les gains et les pertes non réalisés sur les ventes à terme et sur les options sont comptabilisés conformément aux titres s'y rapportant.

Si un élément couvert précis est vendu, frappé d'extinction ou vient à échéance avant la fin des instruments dérivés d'y rapportant, les gains ou les pertes réalisés sur un tel instrument dérivé sont constatés dans les résultats.

La Société agit à titre de contrepartie dans des contrats à terme utilisés dans les activités de négociation. Au 31 décembre 2002, les contrats à terme liés à des titres en cours de la Société avaient un montant notionnel total de 1 618 177 \$ (néant en 2001), échéant le 9 janvier 2003. Les gains et les pertes non réalisés sur ces contrats ont été présentés à leur montant net dans les états financiers consolidés de la Société depuis que celle-ci a autant le droit juridique que l'intention de régler ces montants de façon simultanée avec l'actif ou le passif au bilan s'y rapportant. L'exposition au risque de crédit découlant de ces contrats à terme est éliminé par la capacité de la Société de faire des règlements sur une base nette.

#### Actifs gérés et actifs administrés

La Société gère et administre des actifs détenus par des clients et par des tiers, lesquels ne paraissent pas au bilan consolidé. Les actifs de fonds communs de placement gérés par la Société au nom de ses clients sont considérés comme des actifs gérés. Les prêts hypothécaires gérés pour des tiers et les actifs administrés dans le cadre des activités de la Société liées aux titres sont considérés comme des actifs administrés.

#### Chiffres correspondants de l'exercice précédent

Certains chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle de l'exercice courant.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2002 et 2001 (en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

### 2. Titres

	Valeur comptable	2002 Juste valeur	Valeur comptable	2001 Juste valeur
Obligations de gouvernements	2 050 \$	2 096 \$	3 116 \$	3 209 \$
Obligations de sociétés	93	93	796	796
Actions privilégiées	11 098	11 276	12 570	12 966
Actions ordinaires	111 146	239 510	166 961	353 336
Placements dans des fonds communs de placement	31 799	31 893	64 762	61 443
	<b>156 186 \$</b>	<b>284 868 \$</b>	248 205 \$	431 750 \$

	Échéance			Total 2002	Total 2001
	1 an ou moins	1 an à 5 ans	Aucune échéance fixe		
Obligations de gouvernements	2 050 \$	– \$	– \$	2 050 \$	3 116 \$
Obligations de sociétés	–	93	–	93	796
Actions privilégiées	8 666	2 432	–	11 098	12 570
Actions ordinaires	–	–	111 146	111 146	166 961
Placements dans des fonds communs de placement	–	–	31 799	31 799	64 762
	<b>10 716 \$</b>	<b>2 525 \$</b>	<b>142 945 \$</b>	<b>156 186 \$</b>	248 205 \$

### 3. Prêts

	Échéance			Total 2002	Total 2001
	1 an ou moins	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans		
Prêts hypothécaires résidentiels	148 651 \$	207 325 \$	6 958 \$	362 934 \$	470 077 \$
Prêts hypothécaires commerciaux	8 459	12 331	577	21 367	17 909
	157 110	219 656	7 535	384 301	487 986
Prêts personnels	36 791	122 681	26 738	186 210	188 429
	<b>193 901 \$</b>	<b>342 337 \$</b>	<b>34 273 \$</b>	<b>570 511</b>	676 415
Moins : provision générale				21 542	21 321
				<b>548 969 \$</b>	655 094 \$
Prêts douteux inclus ci-dessus				2 158 \$	3 446 \$
Moins : provision générale				21 542	21 321
				<b>(19 384) \$</b>	(17 875) \$

La provision pour pertes sur créances a varié comme suit :

Solde au début de l'exercice	21 321 \$	8 435 \$
Mackenzie, solde à la date de l'acquisition	–	13 307
Radiations	(1 460)	(1 967)
Recouvrements	799	304
Dotations à la provision pour pertes sur créances	882	1 242
Solde à la fin de l'exercice	<b>21 542 \$</b>	21 321 \$

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2002 et 2001 (en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

### 4. Titrisations

Au cours de l'exercice, la Société a titrisé les prêts suivants, les gains étant constatés au titre du revenu de placement net, déduction faite des coûts de l'opération :

	<b>Montant du capital titrisé</b>	<b>2002 Gain net</b>	Montant du capital titrisé	2001 Gain net
Prêts hypothécaires résidentiels	<b>131 103 \$</b>	<b>1 974 \$</b>	631 767 \$	–
Prêts hypothécaires garantis par la NHA	<b>57 772 \$</b>	<b>353 \$</b>	75 041 \$	1 082 \$
Prêts de placement personnels	<b>32 153 \$</b>	<b>1 670 \$</b>	10 445 \$	–

Les droits conservés de la Société dans les prêts titrisés est subordonné aux droits des détenteurs de facilités de crédit sur effet commercial connexe et de titres hypothécaires (les « acheteurs »). Les acheteurs n'ont aucun droit sur les autres actifs de la Société en cas de défaut d'un emprunteur à l'exigibilité de paiement.

Les hypothèses économiques clés utilisées afin d'évaluer les droits conservés à la date d'émission de titrisations pour des opérations réalisées au cours de l'exercice étaient les suivantes :

	Prêts hypothécaires	Prêts hypothécaires garantis par la NHA	Prêts de placement personnels
Moyenne pondérée des éléments suivants :			
Durée des années de service restantes	2,0	5,6	s. o.
Taux d'intérêt	5,61 %	5,82 %	taux préférentiel majoré de 1 %
Taux du coupon des titres émis	4,43 %	4,92 %	2,24 %
Taux de remboursement anticipé	15,00 %	6,00 %	10,00 %
Taux d'actualisation	5,33 %	5,16 %	9,04 %
Honoraires de gestion	0,25 %	0,21 %	0,15 %
Pertes sur créances prévues	0,05 %	–	0,15 %

Au 31 décembre 2002, la juste valeur actuelle des droits conservés se chiffrait à 14 982 \$. La sensibilité à des changements défavorables immédiats de 10 % et 20 % dans ces hypothèses a été jugée négligeable.

Le total des prêts inscrits au bilan consolidé de la Société, les prêts titrisés gérés par la Société ainsi que les flux de trésorerie liés aux ententes de titrisation sont comme suit :

	<b>2002</b>	2001
Total du montant en capital des éléments suivants :		
Prêts hypothécaires	<b>1 153 048 \$</b>	1 473 579 \$
Prêts de placement personnels	<b>235 994</b>	226 561
	<b>1 389 042</b>	1 700 140
Moins : prêts titrisés gérés	<b>840 073</b>	1 045 046
Total des prêts au bilan	<b>548 969 \$</b>	655 094 \$
Produit tiré des nouvelles titrisations	<b>217 443 \$</b>	703 227 \$
Flux de trésorerie provenant des droits conservés	<b>3 997 \$</b>	2 891 \$

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2002 et 2001 (en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

### 5. Placement dans une société affiliée

La Société détient une participation de 4,4 % dans Great-West Lifeco Inc. L'écart d'acquisition, qui se chiffre à 128 870 \$ (128 870 \$ en 2001) est inclus dans la valeur comptable du placement.

	2002	2001
Valeur comptable au début de l'exercice	297 810 \$	293 481 \$
Quote-part du bénéfice	38 516	21 970
Amortissement de l'écart d'acquisition	-	(4 981)
Dividendes	(15 338)	(12 660)
Valeur comptable à la fin de l'exercice	320 988 \$	297 810 \$

### 6. Autres actifs

	2002	2001
Débiteurs et autres montants à recevoir	155 299 \$	199 597 \$
Locaux	92 663	109 061
Actif de retraite constitué (note 11)	39 919	36 832
Biens immobiliers	3 423	4 420
Autres	45 652	39 031
	336 956 \$	388 941 \$

### 7. Écart d'acquisition et actifs incorporels

Au cours du deuxième trimestre de 2002, la Société a terminé une évaluation complète de la juste valeur de ses actifs acquis et des passifs pris en charge dans le cadre de l'acquisition de Mackenzie. Le montant attribué aux actifs incorporels représente la juste valeur des contrats de gestion de fonds communs de placement et des appellations commerciales qui ont été acquis. La durée de vie utile de ces deux catégories d'actifs incorporels ne peut être déterminée et, par conséquent, ceux-ci ne font l'objet d'aucun amortissement.

Les variations de l'écart d'acquisition ainsi que des actifs incorporels de la Société sont les suivantes :

	2002
<b>Écart d'acquisition</b>	
Valeur comptable au début de l'exercice	3 020 922 \$
Reclassement d'éléments affectés à l'écart d'acquisition dans les actifs incorporels	(859 948)
Reclassement entre l'écart d'acquisition et les impôts futurs	130 153
Écart d'acquisition cédé au cours de l'exercice	(25 462)
Valeur comptable à la fin de l'exercice	2 265 665 \$
<b>Attribution aux secteurs isolables</b>	
Groupe Investors	1 346 245 \$
Mackenzie	919 420
	2 265 665 \$
<b>Actifs incorporels</b>	
Valeur comptable au début de l'exercice	-
Reclassement d'éléments affectés à l'écart d'acquisition	
Contrats de gestion de fonds communs de placement	591 580
Appellations commerciales	268 368
Valeur comptable à la fin de l'exercice	859 948 \$

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2002 et 2001 (en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

### 8. Dépôts et certificats

Les actifs présentés aux bilans consolidés comprennent une encaisse et des placements dont la valeur s'élève à 709 012 \$ (671 248 \$ en 2001), détenus en fiducie et réservés relativement aux dépôts de La Compagnie de Fiducie du Groupe Investors Ltée, de La Fiducie London Life et de Compagnie de Fiducie M.R.S., ainsi que les certificats émis par la Société Investors Limitée.

	À vue	Échéance			Total 2002	Total 2001
		1 an ou moins	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans		
Dépôts	412 099 \$	103 559 \$	177 218 \$	5 116 \$	697 992 \$	656 722 \$
Certificats	–	1 149	5 064	4 807	11 020	14 526
	<b>412 099 \$</b>	<b>104 708 \$</b>	<b>182 282 \$</b>	<b>9 923 \$</b>	<b>709 012 \$</b>	<b>671 248 \$</b>

### 9. Acceptations bancaires

En 2001, une banque à charte canadienne de l'annexe I a fourni à la Société une facilité de crédit de relais non renouvelable qui a été utilisée en partie pour la contrepartie en espèces versée à l'acquisition de Mackenzie. Le solde de la facilité de crédit est exigible le 30 novembre 2002. Les taux d'intérêt liés à la facilité de crédit fluctuent selon les acceptations bancaires canadiennes. Le solde de cette facilité de crédit a été remboursé le 20 novembre 2002.

### 10. Autres passifs

	2002	2001
Créditeurs et charges à payer	202 981 \$	292 350 \$
Frais de restructuration	105 665	130 456
Impôts à payer	77 036	84 596
Dividendes et intérêts à payer	80 332	73 703
Produits reportés	13 950	13 440
Obligations au titre des prestations constituées (note 11)	39 977	37 384
Autres	119 422	147 924
	<b>639 363 \$</b>	<b>779 853 \$</b>

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2002 et 2001 (en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

### 11. Régimes de retraite et autres avantages complémentaires de retraite

#### Régime de retraite à l'intention des employés

La Société offre un régime de retraite à prestations déterminées qui couvre la quasi-totalité de ses employés admissibles. La variation de la juste valeur des actifs du régime et de l'obligation au titre des prestations constituées s'établit comme suit :

	2002	2001
Juste valeur des actifs du régime		
Solde au début de l'exercice	142 581 \$	145 797 \$
Cotisations des employés	2 529	2 909
Prestations versées	(7 204)	(7 358)
Rendement des actifs du régime	2 419	1 233
Solde à la fin de l'exercice	140 325	142 581
Obligation au titre des prestations constituées		
Solde au début de l'exercice	84 250	77 660
Prestations versées	(7 204)	(7 358)
Coût des services rendus de l'exercice	2 953	2 519
Cotisations des employés	2 529	2 909
Intérêts débiteurs	5 986	5 717
Pertes actuarielles	6 142	2 803
Solde à la fin de l'exercice	94 656	84 250
Situation de capitalisation – excédent du régime	45 669	58 331
Gains actuariels nets non amortis	(5 750)	(21 499)
Actif de retraite constitué	39 919 \$	36 832 \$

Le revenu au titre du régime de retraite a été déterminé comme suit :

Coût des services rendus de l'exercice	2 953 \$	2 519 \$
Intérêts débiteurs	5 986	5 717
Rendement prévu de l'actif du régime	(9 817)	(10 032)
Amortissement des gains actuariels nets	(2 209)	(3 334)
	(3 087) \$	(5 130) \$

Moyenne pondérée des hypothèses actuarielles importantes :

Taux d'actualisation	6,95 %	6,95 %
Rendement à long terme prévu de l'actif du régime	7,00 %	7,00 %
Taux de croissance de la rémunération	6,10 %	6,10 %

#### Régime de retraite supplémentaire à l'intention des employés

La Société offre un régime de retraite supplémentaire sans capitalisation à certains cadres.

	2002	2001
Obligation au titre des prestations constituées	10 476 \$	12 446 \$
Gains actuariels non amortis	2 833	–
Passif au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	13 309 \$	12 446 \$
Charge de retraite	1 585 \$	2 847 \$

Moyenne pondérée des hypothèses actuarielles importantes :

Taux d'actualisation	6,88 %	6,88 %
Taux de croissance de la rémunération	6,10 %	6,10 %

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2002 et 2001 (en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

### 11. Régimes de retraite et autres avantages complémentaires de retraite (suite)

#### Régimes d'avantages complémentaires de retraite

La Société offre également certains avantages complémentaires d'assurance-vie et d'assurance-maladie non capitalisés aux employés retraités admissibles.

	2002	2001
Passif au titre des prestations constituées		
Solde au début de l'exercice	20 733 \$	20 713 \$
Prestations versées	(879)	(835)
Coût des services rendus de l'exercice	1 325	1 306
Intérêts débiteurs	1 567	1 596
Pertes actuarielles (gains actuariels)	935	(2 047)
	23 681	20 733
Gains actuariels non amortis	2 987	4 205
Solde à la fin de l'exercice	26 668 \$	24 938 \$

Les charges complémentaires de retraite ont été déterminées ainsi :

Coût des services rendus de l'exercice	1 325 \$	1 306 \$
Intérêts débiteurs	1 567	1 596
Amortissement des gains actuariels nets	(283)	(142)
	2 609 \$	2 760 \$

Moyenne pondérée des hypothèses actuarielles importantes :

Taux d'actualisation	7,00 %	7,25 %
Taux d'utilisation des soins de santé	5,60 %	6,70 %

Le taux d'utilisation des soins de santé devrait diminuer de 4,5 % annuellement en 2004.

### 12. Impôts sur les bénéficiaires

Le taux d'imposition effectif diffère du taux d'imposition prévu par la loi, comme il est indiqué ci-dessous :

	2002		2001	
Bénéfice avant impôts, part des actionnaires sans contrôle, amortissement de l'écart d'acquisition et activités abandonnées	827 670 \$		597 480 \$	
Impôts sur les bénéficiaires en fonction des taux d'imposition fédéral et provinciaux prévus par la loi	334 876 \$	40,46 %	258 410 \$	43,25 %
Incidence des éléments suivants :				
Revenu de dividendes	(2 760)	(0,33)	(4 659)	(0,78)
Gains et pertes en capital, montant net	(391)	(0,05)	(3 268)	(0,55)
Impôts des grandes sociétés	143	0,02	345	0,06
Taux d'imposition effectif inférieur s'appliquant à la tranche des bénéfices non assujettis à l'impôt au Canada et autres éléments	(14 467)	(1,75)	1 646	0,28
Charge d'impôts de l'exercice	317 401 \$	38,35 %	252 474 \$	42,26 %

La charge d'impôts se compose de ce qui suit :

Impôts exigibles	263 254 \$	277 939 \$
Impôts futurs	54 147	(25 465)
	317 401 \$	252 474 \$

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2002 et 2001 (en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

### 12. Impôts sur les bénéfiques (suite)

Les soldes d'impôts futurs proviennent des écarts temporaires entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable inscrite au bilan consolidé.

Les soldes d'impôts futurs proviennent des éléments suivants :

	2002	2001
Actifs d'impôts futurs		
Frais de restructuration	40 703 \$	50 949 \$
Obligation au titre des prestations constituées	14 974	13 651
Réévaluation de placements	9 935	15 025
Produits reportés	7 664	9 496
Autres	49 756	59 666
	<b>123 032</b>	<b>148 787</b>
Passifs d'impôts futurs		
Commissions de vente reportées	258 161	242 739
Actifs incorporels	130 153	-
Autres	36 462	26 282
	<b>424 776</b>	<b>269 021</b>
Impôts futurs	<b>301 744 \$</b>	<b>120 234 \$</b>

### 13. Dette à long terme

	2002	2001
Parts privilégiées de catégorie A, échéant le 31 décembre 2002, portant intérêt à 5,52 %	- \$	47 118 \$
Effet à payer à Quadrus Investment Services Ltd. échéant le 31 décembre 2003, ne portant pas intérêt	6 000	8 000
Effet à payer à Quadrus Investment Services Ltd. échéant le 16 janvier 2006, portant intérêt à 10,60 %	30 365	32 150
Acceptation bancaire à taux variable, échéant le 30 mai 2006	450 000	550 000
Débetures, série 2001, échéant le 9 mai 2011, portant intérêt à 6,75 %	450 000	450 000
Débetures, série 1997, échéant le 13 décembre 2027, portant intérêt à 6,65 %	125 000	125 000
Débetures, série 2001, échéant le 9 mai 2031, portant intérêt à 7,45 %	150 000	150 000
Débetures, série 2002, échéant le 31 décembre 2032, portant intérêt à 7,00 %	175 000	-
	<b>1 386 365 \$</b>	<b>1 362 268 \$</b>

Un consortium de banques a fourni à la Société une facilité de crédit non renouvelable de 550 000 \$, exigible le 30 mai 2006. En 2002, la Société a remboursé une tranche de 100 000 \$ de cette facilité de crédit. Les taux d'intérêt liés à la facilité de crédit fluctuent selon les acceptations bancaires canadiennes.

Les débetures sont rachetables en tout temps par la Société, en tout ou en partie, au pair ou en fonction d'une formule de prix fondée sur le rendement au moment du rachat, selon le plus élevé des deux montants.

Les intérêts débiteurs liés à cette dette se sont chiffrés à 81 650 \$ (61 707 \$ en 2001).

Les remboursements de capital annuels pour chacun des cinq prochains exercices sont comme suit : 7 785 \$ pour 2003, 1 785 \$ pour 2004, 1 785 \$ pour 2005, 475 010 \$ pour 2006 et néant pour 2007.

### 14. Capital-actions

#### Autorisé

En nombre illimité :

- Actions privilégiées de premier rang, pouvant être émises en séries
- Actions privilégiées de deuxième rang, pouvant être émises en série
- Actions de catégorie 1, sans droit de vote
- Actions ordinaires

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2002 et 2001 (en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

### 14. Capital-actions (suite)

#### Actions émises et en circulation

	Actions	2002 Valeur attribuée	Actions	2001 Valeur attribuée
Actions privilégiées de premier rang, série A	14 400 000	360 000	14 400 000	360 000 \$
Actions ordinaires				
Solde au début de l'exercice	263 081 731	1 431 163 \$	209 742 580	272 756 \$
Émises à des apparentés (note 22)	–	–	14 732 000	368 300
Émises à l'acquisition de Mackenzie (note 22)	–	–	38 802 952	789 252
Émises en vertu du régime d'options sur actions	763 602	9 900	512 199	4 704
Rachetées aux fins d'annulation	–	–	(708 000)	(3 849)
Solde à la fin de l'exercice	263 845 333	1 441 063 \$	263 081 731	1 431 163 \$

#### Actions privilégiées

Le 9 mai 2001, la Société a émis 14 400 000 actions privilégiées de premier rang à 5,75 %, série A, pour une contrepartie de 360 000 \$. Les actions ne comportent pas de droit de vote sauf dans certains cas. Les dividendes en espèces non cumulatifs sont payables trimestriellement. Les actions sont rachetables par la Société à compter du 30 juin 2009, sur une base de primes décroissantes, contre espèces ou, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, au moyen de l'émission d'actions ordinaires. Le 30 juin 2013 ou après cette date, les actions pourront être converties en actions ordinaires au gré du détenteur, sous réserve du droit qu'a la Société de racheter les actions ou de trouver d'autres acheteurs avant la date de conversion au prix de rachat de 25,00 \$ en espèces par action.

#### Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 22 février, la Société a entrepris une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités, en vigueur pour une année. En vertu de cette offre, la Société peut racheter jusqu'à 13,2 millions de ses actions ordinaires au 31 janvier 2002, ou 5 % de celles-ci. Aucun rachat n'a été fait dans le cadre de cette offre au cours de 2002. Le 15 février 2001, la Société a entrepris une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités, en vigueur pour une année, l'autorisant à racheter jusqu'à concurrence de 10,5 millions de ses actions ordinaires en circulation au 1<sup>er</sup> février 2001 ou 5 % de celles-ci. Au 31 décembre 2001, 708 000 actions ordinaires ont été rachetées pour un montant de 14 137 \$, et les primes versées pour acquérir les actions ont été imputées aux bénéfices non répartis.

### 15. Rémunération à base d'actions

#### Régimes d'achat d'actions

En vertu des régimes d'achat d'actions de la Société, les employés et les conseillers en planification financière admissibles peuvent choisir chaque année qu'un pourcentage de leur revenu annuel soit retenu, jusqu'à concurrence d'un montant préétabli, afin d'acheter des actions ordinaires de la Société. La Société verse un montant équivalant à 50 % de la cotisation de l'employé ou du conseiller. Les cotisations sont utilisées par le fiduciaire du régime pour faire l'acquisition d'actions ordinaires sur le marché libre. Les actions achetées grâce aux cotisations de la Société sont acquises après une période maximale de trois ans suivant la date de l'achat. Les cotisations de la Société sont inscrites au titre des frais autres que les commissions lorsqu'elles sont versées et se sont chiffrées à 3 433 \$ (4 443 \$ en 2001).

#### Régime d'options sur actions

En vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Société, des options visant l'acquisition d'actions ordinaires de la Société sont régulièrement octroyées à des dirigeants, à des employés et à des conseillers en planification financière désignés à un prix n'étant pas inférieur au cours du marché de ces actions immédiatement avant la date de l'octroi. Les options sont assujetties à certaines conditions d'acquisition relatives au temps écoulé ou au rendement, établies à la date de l'octroi, et peuvent être levées sur une période n'excédant pas dix ans à partir de la date de l'octroi.

En 2002, le régime d'options d'achat d'actions de la Société a été modifié afin de prévoir une réserve de 15 000 000 d'actions ordinaires additionnelles de la Société pouvant être émises en vertu du régime. Au 31 décembre 2002, un nombre maximal de 19 265 099 actions ordinaires (20 028 701 au 31 décembre 2001) étaient réservées aux fins d'émission en vertu du régime. Une charge au titre de la rémunération totalisant 101 \$ a été inscrite pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002 en ce qui a trait à la rémunération à base d'actions pour les non-salariés. Au cours

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2002 et 2001 (en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

### 15. Rémunération à base d'actions (suite)

#### Régime d'options sur actions (suite)

de 2002, 21 990 options sur actions ont été émises à des salariés. L'utilisation de la méthode de comptabilisation fondée sur la juste valeur n'aurait aucune incidence importante sur le bénéfice net ou sur le bénéfice par action sur une base pro forma. Toute contrepartie versée à la levée des options d'achat d'actions est portée au crédit du capital-actions.

	2002		2001	
	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	6 389 231 \$	18,65	2 827 740 \$	14,68
Octroyées	106 740	27,81	4 125 835	20,22
Levées	(763 602)	12,96	(512 199)	9,18
Annulées	(195 535)	20,35	(52 145)	20,50
Solde à la fin de l'exercice	5 536 834 \$	19,55	6 389 231 \$	18,65
Pouvant être levées à la fin de l'exercice	1 636 995 \$	17,32	1 469 961 \$	13,30

Options en cours au 31 décembre 2002	Date d'échéance	Prix de levée \$	Options en cours	Options pouvant être levées
	2005	8,66	376 499	376 499
	2006	8,89	–	–
	2007	12,98-13,54	142 040	142 040
	2008	18,85-20,99	101 800	77 920
	2009	18,99-24,27	743 000	536 500
	2010	17,00	117 000	32 400
	2011	19,83-22,78	3 951 255	471 636
	2012	27,81	105 240	–
			5 536 834	1 636 995

### 16. Instruments financiers hors bilan

La Société conclut des contrats sur produits dérivés qui sont négociés sur le marché hors cote sur une base diversifiée avec des banques à charte de l'annexe I et de l'annexe II. Les instruments dérivés sont tous utilisés à des fins autres que de négociation et ils sont désignés comme instruments de couverture. Les swaps de taux d'intérêt sont des ententes contractuelles dans le cadre desquelles deux parties échangent, pour une période déterminée, des versements d'intérêt futurs calculés sur la base d'un montant nominal et d'un taux de référence déterminés. Les swaps de taux d'intérêt sont utilisés afin de gérer le risque de taux d'intérêt auquel sont exposés l'actif et le passif. Les swaps sur indice sont des ententes contractuelles dans le cadre desquelles des versements sont échangés en fonction d'un montant nominal et d'un indice boursier de référence déterminés et ce, pour une période déterminée. Les options sont des ententes contractuelles qui confèrent le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre des titres particuliers à un prix fixe et à une date ultérieure. Les ventes à terme sont des ententes contractuelles visant la vente d'un instrument financier à une date ultérieure à un prix fixe. Les swaps sur indice, les options et les ventes à terme sont utilisés pour gérer le risque du marché lié aux titres au moyen d'opérations de couverture visant à faire contrepoids aux fluctuations des marchés boursiers susceptibles d'avoir une incidence sur le revenu tiré des titres de la Société et de ses actifs gérés.

Le montant assujéti au risque de crédit est limité à la valeur marchande actuelle des instruments qui sont en position de gain, ce qui ne représente qu'un petit pourcentage des montants nominaux. Le risque de crédit est présenté sans tenir compte des accords de compensation ni des sûretés accessoires et ne reflète pas les pertes réelles ou prévues. La juste valeur estimative totale représente le montant total que la Société recevrait (ou paierait) si elle mettait un terme à toutes les ententes à la fin de chaque exercice. Toutefois, cela ne représente pas un gain ni une perte pour la Société étant donné que les instruments dérivés relatifs à certains actifs et passifs créent une position symétrique du gain ou de la perte.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2002 et 2001 (en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

### 16. Instruments financiers hors bilan (suite)

Le tableau suivant résume le portefeuille d'instruments financiers hors bilan de la Société aux 31 décembre :

	Montant nominal			Risque de crédit	Juste valeur estimative totale
	1 an ou moins	1 an à 5 ans	Total		
<b>2002</b>					
Swaps	71 000 \$	560 300 \$	631 300 \$	– \$	(21 541) \$
Options achetées	22 129	62 086	84 215	6 005	6 005
Options vendues	23 473	77 998	101 471	–	(9 626)
Ventes à terme	–	16 545	16 545	3 837	3 753
	<b>116 602 \$</b>	<b>716 929 \$</b>	<b>833 531 \$</b>	<b>9 842 \$</b>	<b>(21 409) \$</b>
<b>2001</b>					
Swaps	173 300 \$	619 600 \$	792 900 \$	10 630 \$	(6 237) \$
Options achetées	30 921	67 439	98 360	3 276	3 276
Options vendues	31 961	81 825	113 786	–	(23 070)
Ventes à terme	9 837	16 545	26 382	1 256	394
	<b>246 019 \$</b>	<b>785 409 \$</b>	<b>1 031 428 \$</b>	<b>15 162 \$</b>	<b>(25 637) \$</b>

### 17. Juste valeur des instruments financiers

Le tableau qui suit présente la juste valeur des instruments financiers au bilan et hors bilan, calculée à l'aide des méthodes et des hypothèses d'évaluation décrites ci-dessous. La juste valeur représente le montant qui pourrait être échangé dans des conditions de pleine concurrence entre des parties compétentes agissant en toute liberté, ce montant reposant sur le cours du marché, si un tel cours existe. La juste valeur est fondée sur les estimations de la direction et est généralement calculée selon les conditions du marché à un moment précis. Cette valeur peut ne pas refléter la juste valeur future. Les calculs sont subjectifs et comportent des incertitudes et des éléments nécessitant le recours à un jugement éclairé.

	2002			2001		
	Valeur comptable	Juste valeur	Juste valeur supérieure (inférieure) à la valeur comptable	Valeur comptable	Juste valeur	Juste valeur supérieure (inférieure) à la valeur comptable
<b>Actif</b>						
Encaisse et placements à court terme	771 522 \$	771 522 \$	– \$	854 275 \$	854 275 \$	– \$
Titres	156 186	284 868	128 682	248 205	431 750	183 545
Prêts	548 969	555 508	6 539	655 094	661 797	6 703
Placement dans une société affiliée	320 988	604 605	283 617	297 810	556 723	258 913
Débiteurs et autres montants à recevoir	155 299	155 299	–	199 597	199 597	–
Total de l'actif financier	<b>1 952 964</b>	<b>2 371 802 \$</b>	<b>418 838 \$</b>	2 254 981	2 704 142 \$	449 161 \$
Actif non financier	<b>4 033 988</b>			3 867 487		
Total de l'actif	<b>5 986 952 \$</b>			<b>6 122 468 \$</b>		
<b>Passif</b>						
Dépôts et certificats	709 012 \$	718 155 \$	9 143 \$	671 248 \$	681 552 \$	10 304 \$
Acceptations bancaires	–	–	–	497 000	497 000	–
Autres passifs financiers	548 377	548 377	–	627 837	627 837	–
Dette à long terme	1 386 365	1 429 178	42 813	1 362 268	1 373 998	11 730
Total du passif financier	<b>2 643 754</b>	<b>2 695 710 \$</b>	<b>51 956 \$</b>	3 158 353	3 180 387 \$	22 034 \$
Passif non financier	<b>393 243</b>			285 871		
Total du passif	<b>3 036 997 \$</b>			<b>3 444 224 \$</b>		
Instruments dérivés (note 16)	– \$	(21 409) \$	(21 409) \$	– \$	(25 637) \$	(25 637) \$

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2002 et 2001 (en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

### 17. Juste valeur des instruments financiers (suite)

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

- La juste valeur des instruments financiers à court terme correspond approximativement à leur valeur comptable. Ces instruments financiers comprennent l'encaisse et les placements à court terme, les débiteurs et autres montants à recevoir, les acceptations bancaires et les autres passifs.
- Les titres sont évalués aux cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, d'autres méthodes d'évaluation peuvent être utilisées.
- Les prêts sont estimés par l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimatifs aux taux d'intérêt du marché exigés pour des prêts comportant un risque de crédit similaire.
- Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels aux taux d'intérêt du marché actuellement offerts pour des dépôts comportant des échéances et des risques de crédit semblables.
- La dette à long terme est évaluée en tenant compte des cours du marché actuels pour des débetures et des effets à payer comportant des échéances et des risques semblables.
- La juste valeur des instruments financiers dérivés est évaluée selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances analogues, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée nette.

### 18. Bénéfice par action ordinaire

	2002	2001
<b>Bénéfice</b>		
Bénéfice avant activités abandonnées	509 948 \$	272 878 \$
Activités abandonnées	1 811	116
Bénéfice net	511 759	272 994
Dividendes privilégiés	20 700	13 299
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	491 059 \$	259 695 \$
<b>Nombre d'actions ordinaires</b> (en milliers)		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	263 487	247 093
Ajouter:		
– Levée potentielle des options sur actions en cours	1 386	839
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué	264 873	247 932
<b>Bénéfice par action ordinaire</b> (en dollars)		
<b>De base</b>		
Compte non tenu des activités abandonnées	1,857 \$	1,051 \$
Compte tenu des activités abandonnées	1,864 \$	1,051 \$
<b>Dilué</b>		
Compte non tenu des activités abandonnées	1,847 \$	1,047 \$
Compte tenu des activités abandonnées	1,854 \$	1,047 \$

Dans certains cas, les actions privilégiées dont il est question à la note 14 sont convertibles en actions ordinaires. Ces conversions ne sont pas incluses dans le calcul du bénéfice dilué par action puisque la Société a la possibilité de régler l'opération en espèces au lieu d'en actions.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2002 et 2001 (en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

### 19. Éventualités et engagements

La Société devra verser les paiements annuels suivants en vertu de ses contrats de location-exploitation : 40 959 \$ en 2003, 31 686 \$ en 2004, 24 437 \$ en 2005, 20 614 \$ en 2006 et 18 253 \$ en 2007.

### 20. Opérations entre apparentés

La Société conclut, dans le cours normal de ses activités et selon les modalités déterminées par le marché, des opérations avec La Great-West, compagnie d'assurance-vie et la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie, deux filiales d'une société affiliée, Great-West Lifeco Inc.

Au cours de l'exercice, la Société a vendu certains services administratifs à la Great-West, membre du groupe de société Corporation Financière Power, et a reçu de cette même partie certains services administratifs. La Société distribue des produits d'assurance-vie et d'assurance-invalidité en vertu d'une entente de distribution avec la Great-West et a reçu un montant de 17 082 \$ en honoraires de distribution (16 878 \$ en 2001). La London Life distribue certains fonds communs de placement de la Société.

Au cours de 2002, la Société a vendu des prêts hypothécaires résidentiels à la Great-West et à la London Life pour un montant de 200 088 \$ (278 031 \$ en 2001).

### 21. Information sectorielle

La Société a acquis Mackenzie avec prise d'effet le 20 avril 2001. Par conséquent, la Société a remanié ses secteurs isolables, qui incluaient auparavant les activités comportant le versement d'honoraires et les activités exercées à titre d'intermédiaire, pour créer les secteurs isolables suivants : Groupe Investors, Mackenzie et Activités internes et autres. Cette mesure a été prise de manière à refléter la structure organisationnelle actuelle et les catégories selon lesquelles la direction mesure et évalue le rendement.

Les secteurs Groupe Investors et Mackenzie tirent des honoraires de l'exercice de leurs principales activités, qui sont liées essentiellement au placement, à la gestion et à l'administration de leurs fonds communs de placement. Ils tirent également des honoraires de la prestation de services de courtage. Les revenus gagnés à titre d'intermédiaire découlent principalement des actifs financés par des dépôts et des certificats, de même que des services de prêts hypothécaires et d'administration liés à ces prêts. De plus, le secteur Groupe Investors tire des honoraires de la distribution de produits d'assurance.

Le secteur Activités internes et autres englobe essentiellement le revenu de placement net lié aux investissements non attribués et les intérêts débiteurs sur la dette.

2002	Groupe Investors	Mackenzie	Activités internes et autres	Total
Total des actifs gérés et administrés	39 678 103 \$	35 281 603 \$	648 644 \$	75 608 350 \$
Revenu	1 130 042 \$	801 518 \$	8 476 \$	1 940 036 \$
Charges	449 581	583 271	-	1 032 852
Bénéfice avant les éléments suivants	680 461 \$	218 247 \$	8 476 \$	907 184
Intérêts débiteurs				79 514
Bénéfice avant impôts, part des actionnaires sans contrôle, et activités abandonnées				827 670
Impôts sur les bénéfices				317 401
Part des actionnaires sans contrôle				321
Bénéfice avant activités abandonnées				509 948
Activités abandonnées				1 811
Bénéfice net				511 759 \$

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2002 et 2001 (en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

### 21. Information sectorielle (suite)

2001	Groupe Investors	Mackenzie	Activités internes et autres	Total
Total des actifs gérés et administrés	43 786 454 \$	39 410 912 \$	827 968 \$	84 025 334 \$
Revenu	1 168 459 \$	549 637 \$	42 512 \$	1 760 608 \$
Charges	578 586	415 737	–	994 323
Bénéfice avant les éléments suivants	589 873 \$	133 900 \$	42 512 \$	766 285 \$
Frais de restructuration				95 610
Intérêts débiteurs				73 195
Bénéfice avant impôts, part des actionnaires sans contrôle, amortissement de l'écart d'acquisition et activités abandonnées				597 480
Impôts sur les bénéfices				252 474
Part des actionnaires sans contrôle				159
Bénéfice avant amortissement de l'écart d'acquisition et activités abandonnées				344 847
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite des impôts				71 969
Bénéfice avant activités abandonnées				272 878
Activités abandonnées				116
Bénéfice net				272 994 \$

### 22. Acquisition de la Corporation Financière Mackenzie

En date du 20 avril 2001, la Société a fait l'acquisition de la totalité des actions ordinaires en circulation de Mackenzie, une société de services financiers canadienne, en contrepartie d'un paiement en espèces de 3,202 milliards de dollars et de l'émission de 38 802 952 actions ordinaires de la Société, représentant une contrepartie totale de 3,991 milliards de dollars, y compris les coûts de l'opération. La contrepartie versée se compose des éléments suivants :

(en M\$)

Espèces	427 \$
Facilité de crédit de relais	897
Emprunt bancaire à terme	550
Émission de débentures	600
Émission d'actions privilégiées	360
Émission d'actions ordinaires	368
Total de la contrepartie en espèces	3 202
Juste valeur de l'échange en actions	789
Total de la contrepartie	3 991 \$

En guise d'appui à cette opération, le 19 avril 2001, La Great-West, compagnie d'assurance-vie, une société affiliée à la Société, a investi 230 millions de dollars dans le but d'acquérir 9 200 000 actions ordinaires, et la Corporation Financière Power a investi 138,3 millions de dollars dans le but d'acquérir 5 532 000 actions ordinaires, se rendant propriétaire de 56,1 % des actions ordinaires en circulation de la Société.

L'acquisition a été constatée selon la méthode de l'acquisition et les résultats d'exploitation de Mackenzie ont été inclus dans les états consolidés des résultats à partir de la date d'acquisition.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 2002 et 2001 (en milliers de dollars, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

### 22. Acquisition de la Corporation Financière Mackenzie (suite)

Les détails de la contrepartie versée et de la juste valeur des actifs nets acquis s'établissent comme suit :

(en M\$)

Juste valeur des actifs acquis :	
Encaisse et placements à court terme	600 \$
Titres	47
Prêts	427
Commissions de vente reportées	585
Contrats de gestion	606
Appellations commerciales	275
Autres actifs	132
	<hr/>
	2 672
Moins : Passif pris en charge et part des actionnaires sans contrôle :	
Dépôts	423
Autres passifs	215
Frais de restructuration attribués au prix d'acquisition	24
Impôts futurs sur les immobilisations incorporelles	133
Impôts futurs	194
Part des actionnaires sans contrôle	14
	<hr/>
	1 003
Juste valeur des actifs nets acquis	1 669
Écart d'acquisition	2 322
Total de la contrepartie	<hr/>
	3 991 \$

Le prix d'acquisition a été attribué aux immobilisations corporelles et incorporelles acquises ainsi qu'aux passifs pris en charge en fonction de leur juste valeur estimative à la date d'acquisition. L'excédent de la contrepartie versée sur la juste valeur estimative des actifs nets acquis a été constaté à titre d'écart d'acquisition.

### 23. Restructuration

Dans le cadre de l'acquisition de Mackenzie, la Société a commencé à intégrer et à rationaliser son administration, ses systèmes ainsi que ses activités en 2001. Des coûts estimatifs de 95,6 M\$ (56,0 M\$ après impôts) ont été imputés aux résultats au cours du deuxième trimestre de 2001. Ces coûts comprennent les indemnités de départ et les frais connexes, les charges liées au déclassement des systèmes ainsi que les coûts liés à la restructuration de certaines entreprises. Au 31 décembre 2002, la tranche non utilisée de la provision de restructuration était de 69,8 M\$ (85,2 M\$ en 2001).

### 24. Activités abandonnées

Le 29 août 2002 (la « date de mesure »), Mackenzie et sa filiale dans laquelle elle détient une participation majoritaire (85,7 %), Mackenzie Investment Management, Inc. (« Mackenzie Investment »), une société de services financiers américaines, ont conclu une entente visant la vente de Mackenzie Investment à Waddell & Reed Financial, Inc. Le 16 décembre 2002, (la « date de cession »), Mackenzie a réalisé la vente. La cession a entraîné un produit de 94 674 \$, déduction faite du montant attribué à la part des actionnaires sans contrôle, résultant en un gain net de 1 973 \$. Le gain réalisé à la vente inclut la constatation d'un écart de conversion cumulé à la date de cession de 1 085 \$ et les résultats d'exploitation entre la date de mesure et la date de cession.

	2002	2001
Produits	29 822 \$	34 567 \$
(Perte) bénéfice lié(e) aux activités	(162)	116
Gain net tiré de la vente des activités abandonnées	1 973	–
Activités abandonnées	<hr/>	<hr/>
	1 811 \$	116 \$

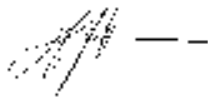
## RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT À LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés de Groupe Investors Inc. ainsi que l'information financière connexe ont été préparés par la direction, qui doit d'assurer de l'intégrité, de l'objectivité et de la fiabilité des données présentées. La direction est donc tenue de choisir des principes comptables appropriés, de porter des jugements et d'établir des estimations conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada. L'information financière présentée dans les autres sections de ce rapport annuel est conforme à celle qui est présentée dans les états financiers consolidés.

La direction de la Société s'est dotée de systèmes de contrôles internes et d'autres procédés à l'appui en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que la totalité de l'actif sous le contrôle de l'entreprise est convenablement préservée. Ces contrôles et procédés à l'appui comprennent l'établissement de normes de qualité touchant l'engagement et la formation des employés, la mise en place de structures organisationnelles assurant une définition précise des responsabilités et des exigences de rendement, et la communication aux employés des politiques et des directives de l'entreprise. La direction voit également à l'application d'un vaste programme de vérification interne soumis à l'examen minutieux des vérificateurs nommés par les actionnaires.

La responsabilité ultime des états financiers consolidés incombe au conseil d'administration, qui s'en acquitte avec l'aide d'un comité de vérification formé d'administrateurs qui ne sont ni des dirigeants, ni des employés de la Société. Le comité de vérification revoit les états financiers consolidés et en recommande l'approbation au conseil d'administration. Il étudie également les recommandations du vérificateur interne et des vérificateurs nommés par les actionnaires en vue de l'amélioration des contrôles internes et s'assure que la direction donne suite à ces recommandations. Dans l'exercice de ses fonctions, le comité de vérification rencontre régulièrement la direction, le vérificateur interne et les vérificateurs nommés par les actionnaires afin de fixer la portée et le calendrier de leurs vérifications respectives, d'étudier leurs conclusions et de s'assurer qu'ils se sont bien acquittés de leurs tâches.

Les présents états financiers consolidés de la Société ont été vérifiés par Deloitte & Touche s.r.l., vérificateurs indépendants nommés par les actionnaires, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada; par suite de cette vérification, ils ont formulé leur opinion dans le rapport des vérificateurs aux actionnaires. Les vérificateurs nommés par les actionnaires peuvent à leur gré rencontrer le comité de vérification afin de discuter de leurs conclusions quant à l'intégrité de la présentation de l'information financière et du caractère adéquat des systèmes de contrôles internes.



**Jeffrey Orr**

*Président et chef de la direction*



**Gregory D. Tretiak**

*Vice-président exécutif, Finances*

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

### Aux actionnaires de Groupe Investors Inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Groupe Investors Inc. aux 31 décembre 2002 et 2001 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2002 et 2001 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



### Comptables agréés

*Winnipeg (Manitoba)*

*Le 30 janvier 2003*